Sondage Ifop exclusif : Les Français font toujours plus confiance aux élus locaux et à l'intercommunalité !

Intercommunalités de France dévoile à l'occasion de sa 35^e convention annuelle à Toulouse les résultats inédits d'un sondage* mené par l'Ifop auprès de 2000 Français, sur la cohésion territoriale et les questions budgétaires. Alors que la France connaît une situation politique nationale inédite dans la V^e République, les Français ont rarement eu autant confiance en leurs élus locaux pour répondre à leurs préoccupations. Ainsi, ils sont 68 % à avoir confiance en leur maire (+6 points) pour développer des services publics et favoriser une meilleure cohésion territoriale. Le président d'intercommunalité est l'élu dont la cote de confiance connaît la plus forte augmentation depuis 2017 à 57 % (+ 10 points). D'autre part, en comparaison avec le Gouvernement, les Français ont plus confiance envers les élus locaux pour répondre aux enjeux actuels.

Ainsi, **67 % des Français** font davantage confiance aux collectivités locales qu'au Gouvernement pour **répondre à leurs besoins du quotidien**, contre seulement **8 %** qui font davantage confiance au Gouvernement. C'est également le cas pour **mettre en place des services publics efficaces (59 % contre 15 %)**, **bien gérer les aides et l'accompagnement à la rénovation énergétique (48 % contre 19 %)**, et **bien gérer les finances publiques (44 % contre 22 %)**.

Si les enjeux de maîtrise de la dépense et de la dette publiques sont désormais **largement prioritaires dans l'opinion**, les Français indiquent que **ce n'est pas aux collectivités de porter les efforts budgétaires** envisagés par les Gouvernements successifs. Ainsi, près de **deux tiers (63 %)** d'entre eux **désapprouvent les mesures budgétaires** imposées aux collectivités locales et **91 % estiment qu'il est prioritaire de réduire les dépenses de l'État, contre deux fois moins (47 %) pour celles des collectivités.**

Des fractures territoriales ou une fracture nationale ?

Si huit Français sur dix sont satisfaits la qualité de vie dans leur territoire, **des fractures territoriales perdurent, notamment en termes de sentiment de délaissement.** Ainsi, **50 % des habitants des communautés de communes ont le sentiment que leur territoire ne bénéficie pas de l'action des pouvoirs publics**, soit le double en comparaison avec les intercommunalités urbaines. En outre, **67 % des Français estiment que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les communes rurales**, devant les territoires d'Outre-mer (**49 %**), et les banlieues populaires (**42 %**).

Nouveauté de ce sondage : **la santé devient la préoccupation majeure des Français, devant la sécurité, quel que soit le type de territoire : 61 % des Français trouvent que, dans leur territoire, la situation s'est dégradée concernant l'accès aux services de santé, soit 16 points de plus qu'en 2017.** C'est le cas pour **57 % d'entre eux concernant l'accès à des services d'urgences (+ 19 points)**, contre **53 % concernant la sécurité (+ 3).**

A *contrario*, ils sont moins nombreux qu'il y a huit ans **à estimer que les choses se sont dégradées dans leur territoire en ce qui concerne l'accès à l'emploi (40 %, -14 points) ou la présence de commerce de proximité (41 %, -10 points).**

[Télécharger la présentation des résultats du sondage](#)

[Télécharger la note d'analyse de l'Ifop](#)

Contact presse :

Yoann Jacquet – y.jacquet@intercommunalites.fr – 06 71 50 65 88

* Enquête menée auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 12 septembre 2025.

À propos d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est une association nationale d'élus représentant les intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux. Elle accompagne ses adhérents par la mise à disposition de l'expertise de son équipe.

Elle est présidée depuis 2020 par Sébastien Martin, président du Grand Chalons.

L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 17 métropoles, 205 communautés d'agglomération, 11 communautés urbaines, 10 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, 720 communautés de communes, qui représentent près de 80 % de la population française.

En savoir plus : www.intercommunalites.fr